

MAIRIE
de
VILLEMOLAQUE
66 300

Téléphone : 04 68 21 70 72

Villemolaque, le 2 décembre 2025

**PROCES-VERBAL DE REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL**

.....
Séance du **27 novembre 2025**
.....

Date de la convocation : 21 novembre 2025

Nombre de conseillers municipaux élus 15
Nombre de conseillers municipaux en 15
fonction
Nombre de conseillers présents 13
Nombre de procurations 0

L'an Deux Mille vingt-cinq le vingt-sept novembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de Villemolaque, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Annie LELAURAIN, Maire.

Étaient Présents : Annie LELAURAIN - Ghislaine FLACHAIRE - Camille COINTRELLE - Florence GAUDIN - Marie George LALOUPETTE - André ALCARAZ- Yves BARBE – Henry DEHACQ - Laurent DUFFOURG – Eric FALIEZ- Philippe LEMAIGRE.

Absents excusés : Gaëlle PORTA – Emilie HYLARI.

Les Conseillers présents étant en nombre suffisant pour délibérer valablement, la présidente ouvre la séance à 18h16.

Le Conseil Municipal élit comme secrétaire de séance : André ALCARAZ

Arrivée de Eric PUCHE à 18h35.

Adoption des procès-verbaux de la séance du 19 septembre 2025 : A l'unanimité.

I- COMPTE RENDU DES DECISIONS PRISES

Rapporteur : Annie LELAURAIN

Madame le Maire expose à l'assemblée ce qui suit :

VU l'article L2122-22 DU Code des Collectivités territoriales,

VU la délégation accordée à Madame le maire par délibération du Conseil Municipal en date du 13 Novembre 2023, Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de ces délégations,

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

1°) Avis sur Droit de préemption urbain (DPU) :

Vendeur	Adresse du Bien	Références Cadastres	Prix
Madame et Monsieur DESNOS	26 rue de la Marinade	AC 36	360 000 €

2°) Arrêtés :

Numéro	Pétitionnaire	Objet	Localisation	Date de L'Arrêté
N°48/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur REYES	Permission de voirie Interdiction de stationner sur les 3 places devant la cave (sécurisation travaux)	1 bis rue des Albères	24/09/2025
N°49/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Madame GAUDIN	Permission de voirie Repas des voisins	6 rue du Monastir del Camp	25/09/2025
N°50/2025 ARRETE TEMPORAIRE	ENEDIS	Permission de voirie Travaux raccordement électrique	11 Carrer del Mitg	06/10/2025

N°51/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Madame LAC	Permission de voirie Bacs à ordures	16 Avenue des Pyrénées	ANNULE
N°52/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Les Canailles de Villemo	Permission de voirie Vide grenier	Plateau Sportif	09/10/2025
N°53/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur LEBRUN	Permission de voirie Travaux coulage de dalle	11 Carrer del Mitg	07/10/2025
N°54/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur FOLGUEIRAS	Permission de voirie Déménagement	13 Avenue des Pyrénées	07/10/2025
N°55/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur REYES	Permission de voirie Interdiction de stationner sur les 3 places devant la cave (sécurisation travaux)	1 bis rue des Albères	14/10/2025
N°56/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur REYES	Permission de voirie Livraison de matériel de construction	1 bis rue des Albères	14/10/2025
N°57/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur MITTA	ARRETE PORTANT PROROGATION DU PERMIS DE CONSTRUIRE n°066 226 23 K0001	Rue pas de la grand	24/11/2025
N°58/2025 ARRETE TEMPORAIRE	MOLINER SUD SIGNALISATION	Permission de voirie Travaux de signalisation horizontale	Sur l'ensemble de la commune	07/11/2025
N°59/2025 ARRETE TEMPORAIRE	AGENCE ROUTIERE DE THUIR	Permission de voirie Travaux de purge de racines de pins	RD 37	12/11/2025
N°60/2025 ARRETE TEMPORAIRE	MAIRIE DE VILLEMOLAQUE	Travaux de réfection de voirie Rescellement de pavés	Avenue des Pyrénées (2 ^{ème} tranche)	17/11/2025
N°61/2025 ARRETE TEMPORAIRE	PAYSAGES CATALANS	Permission de voirie Elagage de palmiers	Lotissement Croix du Sud, rue Alfred Sauvy, rue Louis Torcatis, rue de la Marinade.	18/11/2025
N°62/2025 ARRETE TEMPORAIRE	Monsieur REYES	Permission de voirie Interdiction de stationner sur les 3 places devant la cave (sécurisation travaux)	1 bis rue des Albères	18/11/2025

Délibération n°47/2025
Prend acte

II- DECISIONS MODIFICATIVES N°1 DU BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Annie LELAURAIN

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu le budget communal 2025,

Madame le Maire propose au Conseil Municipal d'autoriser la décision budgétaire modificative n°01 du budget principal 226 afin d'ajuster les prévisions budgétaires de l'exercice 2025.

Suite à la dissolution du SIVU DES ASPRES, les écritures comptables ont été intégrées dans le budget de la commune.

Afin d'éviter une discordance entre la balance et lignes 001 et 002 du budget, qui génèrera une anomalie comptable, il est nécessaire de prendre une décision modificative pour intégrer la part des résultats du SIVU DES ASPRES dans les comptes 2025 à savoir un montant de 13 268.86 € au compte 001 et un montant de 44 072.67 € au compte 002.

Concernant cette décision modificative, Madame le Maire propose au Conseil Municipal propose de modifier certains postes de dépenses et de recettes sur les sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal de la commune à

travers les inscriptions suivantes :

Compte Chapitre Désignation	Augmentation des crédits ouverts	Compte Chapitre Désignation	Augmentation des crédits
--------------------------------	-------------------------------------	--------------------------------	--------------------------

DI / 203 Chap.20 Immobilisations incorporelles	+ 13 268.86 €	RI / 001 Virement section de fonctionnement	+ 13 268.86 €
DF/ 611 Chap. 11 Autres charges de gestion courante	+ 44 072.67 €	RF / 002 Virement section d'investissement	+ 44 072.67 €

Le montant des dépenses prévisionnelles demeure à l'équilibre et à l'identique de la prévision budgétaire initiale en dépenses et en recettes pour un montant de 1 152 122,69 €.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire :

- **APPROUVE** la décision modificative n°01 du budget principal 226.
- **AUTORISE** Madame le Maire à mettre en œuvre cette décision budgétaire modificative n°01.

Délibération n°48/2025
Adoptée à l'unanimité

III. APOBATION DE LA DISSOLUTION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL A VOCATION MULTIPLE (SIVOM) DE PONTEILLA

Rapporteur : Annie LELAURAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-25-1, L.5212-33 et suivants,

VU les statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de PONTEILLA,

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 1966 portant création du syndicat pour l'enlèvement des ordures ménagères,

VU les délibérations concordantes par lesquelles les conseils municipaux des communes membres dont Villemolaque le 06 mars 2014 qui se sont prononcés favorablement et majoritairement sur la dissolution du SIVOM de PONTEILLA avec une cessation d'activité intervenue le 30 juin 2014,

VU l'arrêté préfectoral n°PREF/2014125-0012 mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de PONTEILLA,

VU la délibération du SIVOM de PONTEILLA approuvant le protocole transactionnel financier de liquidation,

VU le projet de protocole transactionnel financier de liquidation ci-annexé,

CONSIDERANT qu'un syndicat intercommunal peut être dissous, par arrêté préfectoral, sur la demande motivée de la majorité des conseils municipaux de ses communes membres, conformément aux dispositions de l'article L.5212-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

CONSIDERANT, la demande motivée des conseils municipaux des communes membres du Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de PONTEILLA, et l'accord exprès donné par la majorité des dits conseils municipaux pour la dissolution du Syndicat ;

CONSIDERANT, l'arrêté préfectoral n°PREF/2014125-0012mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat Intercommunal à vocation multiple de PONTEILLA ;

CONSIDERANT, le vote favorable du Compte administratif du dernier exercice d'activité du Syndicat, approuvé par les membres concernés ;

CONSIDERANT, que les conditions de répartition de l'actif et du passif du Syndicat ont été arrêtées et validées par délibération du 10 septembre 2015 du SIVOM de PONTEILLA, permettant ainsi la liquidation de l'entité et la répartition des biens et dettes selon les termes convenus entre les communes membres ;

CONSIDERANT que le protocole établit les modalités de liquidation et de transfert de toutes les opérations engagées au nom du SIVU et qu'il permet d'assurer une répartition équitable, transparente et documentée des engagements du SIVOM de PONTEILLA entre les communes membres,

CONSIDERANT que l'approbation de ce protocole par l'ensemble des conseils municipaux membres est une condition préalable à sa mise en œuvre,

Le Maire PROPOSE :

- D'approuver le protocole transactionnel financier de liquidation du SIVOM de PONTEILLA, annexé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de signer ledit protocole ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre ;
- De prendre acte que les transferts d'opérations, de subventions, de restes à réaliser ou à percevoir se feront dans le respect des modalités précisées dans le protocole ;

- De s'engager, dans le cadre de ce protocole, à assurer le suivi financier des opérations transférées et, le cas échéant, à régulariser les actes nécessaires auprès des prestataires concernés ou des services de l'État,
- Le Conseil Municipal, Ouï l'exposé du Maire, après en avoir valablement délibéré à l'unanimité des membres présents
- 1- Approuve le protocole transactionnel financier de liquidation du SIVOM de PONTEILLA, annexé à la présente délibération ;
 - 2- Autorise Madame le Maire de signer ledit protocole ainsi que tout document afférent à sa mise en œuvre ;
 - 3- Prend acte que les transferts d'opérations, de subventions, de restes à réaliser ou à percevoir se feront dans le respect des modalités précisées dans le protocole ;
 - 3- S'engage, dans le cadre de ce protocole, le cas échéant, à régulariser les actes nécessaires auprès des prestataires concernés ou des services de l'État.

Délibération n°49/2025
Adoptée à l'unanimité

V. ADOPTION DES PLANS DE FINANCEMENT AMENAGEMENTS SPORTIFS ET LOISIRS
TRANCHE 2

Rapporteur : Annie LELAURAIN

Pour l'année budgétaire 2025, le projet d'aménagement d'un parcours sportif intergénérationnel a été réalisé.

Le coût du projet en cours de réalisation est de :

Pour rappel, ces travaux d'aménagements ont pour objectif de créer du lien social et de la solidarité entre les habitants de la commune autour de la pratique d'une activité sportive de plein air adaptée à tous les âges.

Le coût prévisionnel des aménagements/équipements s'élève à : 25 879.43 € HT.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, des membres présents :

- Adopte la tranche 2 du projet d'aménagements sécuritaires, sportifs et de loisirs intergénérationnels pour un montant de 20 703.54 € H.T.
- Adopte le plan de financement ci-dessous :

Poste de dépense	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
Agrès tout public	15 451.30 €			
Agrès séniors	10 428.13 €			
		Etat/DETR-DSIL	15 527.65 €	60%
		Département	5 175.89 €	20%
		Autofinancement	5 175.89 €	20%
TOTAL	25 879.43 €	TOTAL	25 879.43 €	100%

- sollicite une subvention totale de 20 703.54 € auprès des partenaires financiers correspondant à 80% du montant du projet.
- charge le Maire de toutes les formalités.

Délibération n°50-1/2025
Adoptée à l'unanimité

V. ADOPTION DU PLAN DE FINANCEMENT RENOVATION BATIMENTS PUBLICS

Rapporteur : Henry DEHACQ

Type de projet : Rénovation et amélioration énergétique.

Le coût prévisionnel des travaux d'amélioration énergétique s'élève à : 52 506.96 € hors taxes.

Madame le Maire informe le conseil municipal que le projet est éligible aux aides de l'état, du Département et de la Région.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, des membres présents:

- Adopte le plan de financement ci-dessous :

Poste de dépense	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
VMC Mairie	6 477.87 €			
VMC École Maternelle	3 890.00 €			
Isolation toiture Église	1 600.00 €			
Installation pompe à chaleur Salle Méditerranée	3 100.00 €			

Installation pompe à chaleur Église	4 112.32 €	Etat/DETR/DSIL	26 253.48 €	50%
Isolation huisseries, fenêtres salle tennis (Club house)	7 916.37 €	Région	7 876.04 €	15%
Climatisation, Électricité, VMC Foyer rural	7 065.00 €	Département	7 876.04 €	15%
Isolation huisseries, fenêtres Foyer rural	12 015.00 €			
Isolation toiture cantine scolaire	6 330.40 €	Autofinancement	10 501.40 €	20%
TOTAL	52 506.96 €	TOTAL	52 506.96 €	100%

Et sollicite une subvention totale de 42 005.56 € tel que répartie dans le plan de financement présenté et charge le Maire de toutes les formalités.

Délibération n°50-2/2025
Adoptée à l'unanimité

V. ADOPTION DU PLAN DE FINANCEMENT AMENAGEMENT AVENUE DE TRESSERRE

Rapporteur : Annie LELAURAIN

La Commune de VILLEMOLAQUE et la Communauté de communes des Aspres constatent que les ouvrages actuels de desserte ne répondent pas aux besoins de l'opération telle que prévue par l'aménageur. L'implantation de cette future opération nécessite de requalifier l'Avenue de Tresserre sur environ 250 mètres linéaires.

Le descriptif et le coût prévisionnel des équipements publics à réaliser sont mentionnés à l'article 2 de la Convention PUP en annexe obligatoire de la présente délibération.

Suite à la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) qui cadre la part communale du programme des équipements publics associés et afin de garantir l'application des termes financiers de ladite convention de PUP, la commune se doit de rechercher des subventions auprès de ses partenaires institutionnels et financiers.

Le coût total prévisionnel de ces dépenses d'équipements est fixé à 457.613,63 euros hors taxes. Les termes de la convention prévoient que la part du constructeur, Groupe Rambier, est fixée à 283.051,69 euros hors taxes, et sera versée en deux fois. Le reste à charge sera financé par la commune de Villemolaque pour un montant de 174.561.94 euros hors taxes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, des membres présents:

- Adopte le plan de financement ci-dessous :

Poste de dépense	Montant HT	Financement	Montant HT	Taux
Travaux d'aménagement voirie Avenue de Tresserre	175 000.00 €			
		Fonds de concours	140 000.00 €	80%
		Autofinancement	35 000.00 €	20%
TOTAL	175 000.00 €	TOTAL	175 000.00 €	100%

Et sollicite une subvention totale de 140 000.00 € tel que répartie dans le plan de financement présenté et charge le Maire de toutes les formalités.

Délibération n°50-3/2025
Adoptée à l'unanimité

VI. APPROBATION DE LA CONVENTION D'ADHESION AU PLAN DEPARTEMENTAL DE LECTURE PUBLIQUE 2021-2027

Rapporteur : Ghislaine FLACHAIRE

Vu la loi du Loi n° 2021-1717 du 21 décembre 2021 relative aux bibliothèques et au développement de la lecture publique
Vu la délibération du N° 22-225 du 17 novembre 2022 relative au Plan Départemental de Lecture Publique (PDLP) 2021-2027 : les principes et les conventions.

Madame FLACHAIRE rappelle que la lecture publique et l'accès égal de chacun au savoir constituent un enjeu essentiel dans une société démocratique. Dans ce cadre, la bibliothèque municipale est un service public au service des administrés et de la politique culturelle et social de la collectivité. Son organisation et son fonctionnement sont déterminés par le conseil municipal et sont de la responsabilité du maire.

Madame FLACHAIRE présente le plan départemental de la lecture publique, par lequel le Département pose un principe de développement basé sur une solidarité entre bibliothèques réunies au sein d'un réseau départemental de lecture publique. Le Plan Départemental de Lecture Publique détaille les dispositifs prévus afin de favoriser un fonctionnement

en réseau des bibliothèques, ainsi que les conditions minimales que la commune s'engage à respecter pour garantir le fonctionnement d'un service public de qualité.

Le dispositif contractuel établi autour du Plan Départemental de Lecture Publique comprend :

La Convention d'adhésion au Plan Départemental de Lecture Publique permet aux collectivités de bénéficier gratuitement des prestations et services de la Bibliothèque Départementale

Et conformément à l'article 3 de la convention d'adhésion au Plan Départemental de Lecture Publique : énonce les objectifs de la politique départementale en matière de lecture publique et détermine les conditions minimales que la commune s'engage à mettre en œuvre pour la bibliothèque en termes de locaux, d'horaires d'ouverture, de budget d'acquisition, de professionnalisation afin de garantir le fonctionnement d'un service public de qualité.

Le Conseil Départemental s'engage à fournir à la collectivité signataire toutes prestations et tous services auxquels sa bibliothèque peut prétendre dans le cadre des objectifs précités. En particulier, la Bibliothèque Départementale fournira à ladite bibliothèque tous documents, matériels et soutiens nécessaires au développement de la lecture publique dans le cadre d'un fonctionnement en réseau.

La commune s'engage à mettre en œuvre les conditions minimales requises pour le bon fonctionnement de sa bibliothèque, soit :

- Un local dédié du Foyer Rural ;
- Des horaires d'ouverture en direction du tout public de : dix heures par semaine et ce tout au long de l'année ;
- Une équipe de trois bénévoles dont une bénévole formée.

Après en avoir délibéré ; le conseil municipal à l'unanimité des membres présents,

Adopte la convention d'adhésion au Plan départemental de Lecture Publique

Autorise Madame le Maire à signer le dispositif contractuel du Plan Départemental de Lecture Publique.

Débat autour du choix d'appliquer ou non des tarifs pour les administrés et de la nécessité d'assurer une meilleure visibilité grâce à une signalisation adéquate.

Délibération n°51/2025
Adoptée à l'unanimité

VII. APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE LE CENTRE DE CONSERVATION ET RESTAURATION DU PATRIMOINE DU DEPARTEMENT ET DES POUVOIRS A CONFERES AU MAIRE
--

Rapporteur : Annie LELAURAIN

A la demande de la commune de Villemolaque, le Centre de conservation et de restauration du patrimoine du Conseil Départemental a effectué un examen-diagnostic sur les statues de saint Julien et sainte Baselisse, ainsi que les deux consoles servant à leur présentation.

Dans ce dossier figurent la notice descriptive des objets, la fiche de constat d'état, ainsi que la proposition de traitement de conservation et de restauration.

Les deux statues, qui proviennent avec leurs consoles de l'ancien retable du maître-autel, présentent un assez mauvais état de conservation tant au niveau du support que de la polychromie. De plus, la statue de saint Julien est déposée, depuis plusieurs années, sur un banc dans la sacristie, suite à des travaux dans l'église. Une intervention de conservation restauration est indispensable pour stopper les dégradations en cours, permettre de présenter à nouveau la statue de saint Julien et remettre en valeur ces deux sculptures qui possèdent une polychromie de grande qualité.

En raison de la charge de travail du centre, l'ensemble pourra être pris en charge pour restauration en 2026 et en 2027.

La commune souhaite faire réaliser cette intervention sur deux années.

La convention fait état du traitement de restauration à envisager. Elle fixe la nature des prestations, les délais d'intervention et le montant de la participation communale.

En revanche, le taux de la participation financière de la commune est passé à 23% au lieu de 25%. A ce jour, la commune doit

participer pour la statue de saint Julien à hauteur de 1753,75 euros en 2026 et pour celle de sainte Baselisse à 1964,20 euros en 2027.

Le Conseil municipal, décide à l'unanimité des membres présents,

- Donne un avis favorable à la signature de la convention entre la commune le centre de conservation et restauration du patrimoine du Département pour la restauration des statues Saint Julien et de Sainte Baselisse,
- Dit que les montants de la participation financière seront prévus au budget respectif de 2026 et de 2027,
- Donne tous pouvoirs à Madame Le Maire pour signer tout document afférent à la convention.

Délibération n°52/2025
Adoptée à l'unanimité

VIII. PRESENTATION DU RAPPORT DU PRIX ET DE LA QUALITE 2024 DU SERVICE COMMUNATAIRE EAU ET ASSAINISSEMENT
--

Rapporteur : Yves BARBE

La Loi n°95101 du 2 Février 1985 – Art 73 (codifiée à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales) et le Décret n° 95-635 du 6 mai 1995, prévoient un rapport annuel sur le prix et la qualité des services de l'eau potable et de l'assainissement.

La Commune de VILLEMOLAQUE a transféré la compétence eau et assainissement à la Communauté de communes des Aspres qui a établi les rapports pour l'année 2024.

Cependant, la loi fait obligation aux communes de présenter ces rapports au Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré et à l'unanimité des membres présents, **PREND ACTE** de la communication des rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics Eau et Assainissement (Exercice 2024).

Délibération n°53/2025
Adoptée à l'unanimité

**IX. DEBAT SUR LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE PADD DU
PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL PLUi**

Rapporteur : Henry DEHACQ

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 101-1 à L. 101-3, L. 103-2 à L. 103-6, L. 131-4 à L. 131-7, L. 151-1 et suivants, et L. 153-12, ainsi que les articles R. 151-1 et suivants ;

VU la délibération n°112/2021 du Conseil Communautaire modifiant les statuts de la Communauté de Communes des Aspres portant extension de ses compétences à la compétence Plan Local d'Urbanisme ;

VU la délibération n°120/2022 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2022 prescrivant le lancement d'une procédure d'élaboration d'un Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ;

VU la délibération n°123/2023 du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2023 confirmant la prescription de la procédure d'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi), définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation ;

Madame le Maire informe les membres du Conseil Municipal :

1/ Le cadre réglementaire

Par délibération en date du 28 septembre 2023, le Conseil communautaire a confirmé la prescription de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), précisé les objectifs poursuivis et défini les modalités de la concertation, avec pour objectifs :

- Couvrir le territoire par un document d'urbanisme partagé pour faciliter l'aménagement et la gestion durable de l'espace intercommunal en visant un cadre de vie préservé, de qualité et attractif
- Identifier et prendre en compte les évolutions sociologiques pour mieux appréhender les nouvelles modalités du vivre ensemble
- Intégrer la stratégie du Plan Climat Air Energie Territorial de la CCA ainsi que les autres documents en cours (schéma directeur cyclable, schéma directeur eau et assainissement, etc.)
- Etudier la ressource en eau et le foncier disponibles, facteurs limitant à l'accueil de nouvelle population et aux activités humaines, pour calibrer au mieux les potentialités du territoire
- Prendre en compte l'ensemble des risques naturels et technologiques et notamment les risques incendie et inondation pour orienter les possibilités d'aménagement du territoire
- Identifier les trames vertes, bleues et noires sur le territoire et préserver leurs fonctionnalités écologiques, et plus largement la biodiversité et les espaces agricoles, forestiers et naturels
- Accompagner les activités agricoles et forestières locales pour favoriser leur maintien et/ou développement ainsi que leur adaptation au regard des nouveaux enjeux
- Prendre en compte l'identité hétérogène du territoire, le patrimoine et le socle paysager pour encadrer l'urbanisation, préserver au mieux les éléments architecturaux et garder une harmonie
- Réfléchir au développement maîtrisé des énergies renouvelables en s'appuyant en particulier sur le potentiel solaire et forestier du territoire pour organiser la transition énergétique
- Maîtriser l'urbanisation en évitant le mitage et l'étalement urbain, travailler sur la densification et la lutte contre la vacance tout en favorisant la revitalisation des centres anciens
- Proposer une offre de logements adaptée à chaque étape de la vie des habitant-es du territoire et aux diverses situations sociales et familiales
- Faire l'état des lieux de l'offre de services, d'équipements et de commerces pour optimiser et compléter l'existant au regard des manques observés et des nouveaux besoins
- Engager une réflexion sur la mobilité et les infrastructures de transport afin de permettre le déplacement de tous et de promouvoir au mieux la mobilité douce
- Poser une stratégie économique et touristique prenant en compte les opportunités et les contraintes locales pour maintenir ou développer des activités adaptées et utiles au territoire

Le PLUi remplacera l'ensemble des documents d'urbanisme communaux au moment de son entrée en vigueur.

Les études préalables à l'élaboration du dossier de projet de PLUi, dont la réalisation d'un diagnostic territorial ont été réalisées.

La concertation préalable prévue par les articles L. 103-2 à L. 103-6 du Code de l'Urbanisme et dont les modalités ont été définies par la délibération en date du 28 septembre 2023 se poursuit.

Les dispositions de l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme précise que « le Projet d'Aménagement et de Développement Durables définit :

« 1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune (...) Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain. (...) Il peut prendre en compte les spécialités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.»

2/ Le débat sur les orientations générales du PADD

Il est rappelé l'ensemble du travail engagé depuis la prescription du PLUi, l'élaboration du diagnostic puis du PADD, qui s'est faite en collaboration avec les communes : réunions du comité de pilotage, de la commission PLUi, entretiens avec les acteurs du territoire, ateliers thématiques, réunion des personnes publiques associées, etc.

Tenant compte des objectifs affectés à la procédure d'élaboration du PLUi, un projet d'aménagement et de développement durables a été élaboré, lequel définit les orientations générales suivantes :

AXE 1 | Un territoire qui protège ses ressources pour faire face au changement climatique

- Conforter la trame verte et bleue des Aspres et assurer ses fonctionnalités
- Renforcer la résilience du territoire en renouant avec le cycle naturel de l'eau dans un contexte de pression croissante
- Protéger les sols et leurs fonctions, pour des sols vivants

AXE 2 | Un territoire qui structure son développement pour accueillir durablement et conforter son attractivité

- Structurer le développement en s'appuyant sur la solidarité et la complémentarité entre les communes
- S'appuyer sur les ressources urbaines pour impulser un développement résidentiel et économique soutenable et attractif
- Promouvoir un urbanisme favorable à la santé

AXE 3 | Un territoire qui préserve ses paysages face aux mutations

- Qualifier les espaces urbains existants pour renforcer l'attractivité et le confort de vie
- Accompagner l'évolution des formes urbaines pour concilier croissance et résilience
- Accompagner les évolutions de l'activité agricole et sylvicole
- Concilier production d'énergies renouvelables et maintien du cadre de vie
- Structurer un tourisme durable au service du territoire

L'article L. 153-12 du code de l'urbanisme prévoit qu'« *Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.*

Lorsque le plan local d'urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au premier alinéa du présent article au sein des conseils municipaux des communes membres est réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. »

Il y a donc lieu de soumettre au débat les orientations du projet de PADD du PLUi.

Suite aux débats, les membres du Conseiller Municipal ont formulées les observations suivantes :

1-L'identification de Villemolaque « Polarité relais » doit être conservée. Villemolaque est le premier village des Aspres traversé en venant de Perpignan par la départementale D900 en direction de l'Espagne et des communes du littoral. Le Mas Sabole est un carrefour majeur qui porte un fort intérêt stratégique par sa situation géographique qui en fait une porte d'entrée des Aspres.

2- Une vigilance doit être maintenue sur les projets photovoltaïques qui se présentent.

3-Il y a lieu de valoriser nos friches par des projets de pastoralisation pour développer une trame verte.

4-Le développement urbain dans le territoire devra être mieux maîtrisé. La commune ne veut pas se voir pénalisée par la consommation d'eau potable face au développement démographique des territoires voisins.

5-La commune a déjà subi l'installation de grandes infrastructures (Ligne à grande vitesse, Autoroutes). Elle ne souhaite pas que le paysage soit à nouveau défiguré par l'installation d'éoliennes.

Les discussions étant épuisées et constatant que les membres du conseil municipal ont ainsi pu échanger sur les orientations générales du PADD, Madame le Maire propose de clore les débats.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- PREND ACTE des échanges intervenus lors du débat, sans vote, portant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables proposées dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal des Aspres ;
- DIT QUE la tenue de ce débat est formalisée par le présent acte.
- PRECISE QUE la présente délibération sera transmise à la Communauté de communes des Aspres, en Préfecture, et disponible en mairie.

Délibération n°54/2025
Adoptée à l'unanimité

X. SIGNATURE BAIL ESTHETICIENNE BORGES

Rapporteur : Eric FALIEZ

Madame MARTINVILLE a informé la municipalité de la cession du droit du bail commercial du local n°4 du pôle de proximité situé au 2 rue du Mas Déu. Cette cession du droit à bail est faite au profit de Madame BORGES Elodie. A ce titre, elle propose de prendre à bail commercial le local de 46.85 m² à usage de commerce situé au pôle de proximité. Madame BORGES Elodie a présenté à la commission économique un projet d'Institut de soins esthétiques.

Après lecture du bail à l'assemblée, il est rappelé le loyer annuel d'un montant de 6 .622.00 euros toutes taxes comprises soit Cinq cent dix-huit euros et cinquante cents (518.50 €) mensuel.

Dans ces conditions, le Maire propose :

- 1° de consentir le bail qui est annexé à la présente délibération pour former un tout indivisible,
- 2° de l'autoriser à signer le bail.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents

- DECIDE d'adopter la proposition dans les conditions exposées,
- DIT que le bail est annexé à la présente délibération pour former un tout indivisible,
- DIT que le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération et le charge de signer tout acte ou document y afférent.

Délibération n°55/2025
Adoptée à l'unanimité

XI. CREATION D'UN EMPLOI NON PERMANENT

Rapporteur : Annie LELAURAIN

Madame le Maire indique au conseil que l'article L. 332-23 1° du code général de la fonction publique autorise le recrutement sur des emplois non permanents d'agents contractuels pour un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois sur une période consécutive de dix-huit mois, renouvellement compris.

Madame le Maire expose également au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir le remplacement de la Secrétaire de Mairie.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer durant cette période dite de « tuilage », Madame le Maire propose au conseil municipal de créer, à compter du 05 janvier 2026, un emploi non permanent sur le grade de Rédacteur ou d'Attaché dont la durée hebdomadaire de service est de 35/35^{ème} et de l'autoriser à recruter un agent contractuel pour une durée de six mois.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- De créer un emploi non permanent relevant du grade de Rédacteur ou d'Attaché pour effectuer les missions de Secrétaire générale suite au départ prochain de l'agent en fonction sur le poste, d'une durée hebdomadaire de travail égale à 35/35^{ème}, à compter du 05 janvier 2026 pour une durée maximale de six mois sur une période de douze mois,
- La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 469 indice majoré 415, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités en vigueur,
- La dépense correspondante sera inscrite au chapitre 12 article 6413 du budget primitif 2026.

Délibération n°56/2025
Adoptée à l'unanimité

XII. QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES

1-Le Médocobus a réalisé sa première visite à Villemolaque le mercredi 19 novembre 2025.

Pour cette première venue dans notre commune, le service a rencontré un beau succès avec 9 consultations assurées tout au long de la journée. Les Villemolaquois ont ainsi pu bénéficier de l'expertise du Docteur Yassin UEZAGTI accompagné de l'infirmière Corinne BRIERE tous deux mobilisés pour offrir un accès facilité aux soins de proximité pour les personnes sans médecin traitant. Les dates des prochaines visites seront indiquées dans le flash du mois de décembre.

2-Le Comité des fêtes informe l'assemblée de la tenue de son assemblée générale de dissolution le Samedi 6 décembre. Dans l'attente de la reprise de l'association par de nouveaux bénévoles, le Conseil après débat décide de nommer Madame LALOUETTE Présidente et Madame NAVARRO Trésorière pour former un comité provisoire. Cette structure intermédiaire permettra notamment la fermeture du compte de l'association qui enregistre les abonnements sportifs pour les jeunes de la Troubade.

3-Le Vendredi 12 décembre à 14h30 aura lieu la première séance de travail sur le PCS et le DIRCIM. Le lieu sera communiqué ultérieurement. Monsieur BARBE et Monsieur LEMAIGRE y participeront.

4-La réunion inter commission (sécurité voirie et achat matériel pour le PCS) prévue le vendredi 28 novembre est reporté. Monsieur DEHACQ informera par mail les membres du conseil de la prochaine date.

5-La société CONEXIO TELECOM a produit une étude suivie d'une proposition commerciale pour la téléphonie fixe, mobile et internet. La prestation proposée se présente comme un atout pour la commune en termes de proximité et d'avantage financier. Monsieur BARBE est chargé d'analyser le détail de cette offre.

6-Madame ESCUDERO Christine remercie les membres du Conseil Municipal pour leur soutien et leur présence lors du décès de son époux.

Fin de la séance à **21h25**.

Le Maire,
Annie LELAURAIN